

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon

Références : 0005401112/2024-263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 24/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et

exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral n° 465 du 3 juillet 2019 et de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 716 du 15 juin 2022 portant transfert de l'autorisation d'exploiter du site à la société SARPI MINERAL FRANCE.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	Sans objet
2	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.	Sans objet
5	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
6	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
7	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité majeure, néanmoins des compléments d'information devront lui être apportés par courrier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de production biogaz
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
Constats : <p>Toutes les semaines, un contrôle du réseau principal est réalisé et fait l'objet d'un fichier reporting mois par mois. Le fichier de reporting Biogaz de mai 2024 a été présenté à l'inspection.</p> <p>Ce fichier comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">la liste des évènements principaux relevés par semaine (exemple Semaine 22 : « le 29/05 remplacement de la 1ère cuve de filtration COV (20 minutes d'arrêt). Réglage réseau biogaz ligne 2.» ;le récapitulatif mensuel biogaz reprenant le nombre d'heures de fonctionnement, le taux de CH4 moyen, le débit moyen en Nm3/h à 50 % de CH4 et le Volume en Nm3 à 50 % de CH4 pour le moteur et la torchère. <p>Sur les 5 premiers mois de l'année, le taux de rendement de l'installation est de 99,7 % avec 3 628 heures de fonctionnement moteur et 13 heures de fonctionnement de la torchère (1 h en janvier et 12 heures en mars). Le CH4 moyen est de 44 % (pour un objectif de 45%), le débit moyen de CH4 est de 503 Nm3/h.</p> <ul style="list-style-type: none">le report des données hebdomadaires des deux moteurs (sachant qu'un moteur est à l'arrêt). Le taux de charge du moteur 1 est de 88 % au 28 mai, avec un nombre d'heures de fonctionnement de 3544 heures. Le taux de CH4%VOL est de 44,1 et le taux de CO2%VOL est lui de 35,9 ;le report des données hebdomadaires de la torchère ;les mesures réalisées sur les puits : mesures avant et après réglages ;les mesures réalisées sur les collecteurs 1 et 2 : mesures avant et après réglages. <p>Une mesure sur le réseau de collecte de biogaz est effectuée sur site.</p> <p>L'opérateur habituel étant en déplacement sur un autre site avec l'appareil de mesure, la mesure a été effectuée avec l'appareil de secours. Un problème de calibrage n'a pas permis de faire la mesure sur l'oxygène.</p>

<p>Les valeurs relevées : CH₄ → 48,3 %; CO₂ → 36,2 %; O₂ → 0,1 % (valeur non fiable car le tarage n'a pas pu être effectué) et BAL → 15,4 %.</p> <p>Le lendemain de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les références de l'appareil habituellement utilisé sur site (avec photos à l'appui).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle étanchéité biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle et la maintenance des générateurs sont effectués par un prestataire externe. Le rapport d'intervention du 15 mai 2024 est présenté à l'inspection. Les différents organes sont contrôlés et testés et font l'objet de correctifs si nécessaire.</p> <p>Des tests en internes sont réalisés et sont tracés. L'inspection a regardé « l'annexe 1 du rapport de contrôle périodique réglementaire interne » (tests réalisés le 25 mars 2024). celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité gaz rejeté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; • CO : 150 mg/Nm³. <p>Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est</p>

<p>signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.</p> <p>Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>La torchère a été changée en décembre 2023 pour une plus petite (BGX 2000 → BGX 1000), la précédente était surdimensionnée par rapport à la production de biogaz.</p> <p>Depuis le changement de la torchère en décembre 2023, la nouvelle a fonctionné 13 heures (sur environ 6 mois d'exploitation) depuis son installation (1 heure en janvier et 12 heures en mars). Elle n'a pas atteint les 4500 heures, son contrôle se fera donc en fin d'année.</p> <p>Néanmoins, un suivi hebdomadaire est formalisé sur cet équipement et est tracé.</p> <p>Sur le fichier de reporting Biogaz de mai 2024 présenté à l'inspection (voir pdc N°1), l'onglet « Cd_TorchereBGx1000 » reprend les relevés hebdomadaires de cet équipement. Il reprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le temps de fonctionnement (13 heures depuis le mois de décembre), • le taux de CH₄%Vol (moyenne : 44%) ; • le taux de CO₂%Vol (moyenne : 32,6%) ; • le taux d'O₂Vol (moyenne : 1,1) ; • le taux de CO ppm (moyenne : 34,5) ; • le taux d'H₂S ppm (moyenne : 570) ; • le taux d'H₂ ppm (moyenne : 54,6) ; • le taux d'H₂O%HR (moyenne : 95) ; <p>ainsi que les volumes, la température du biogaz (moyenne : 16°C) et la pression dans le réseau (moyenne : - 16 mBar).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses de biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au</p>

<p>plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une campagne par an. L'inspection a eu accès au dernier rapport DRAMB-RMLD-001 2023-04-05 détection du 5 avril 2023 (rapport CLD Conseil) accompagné de la cartographie des émanations gazeuses de surface.</p> <p>Ce rapport signale quelques émanations gazeuses ponctuelles de surface localisées au niveau des réseaux biogaz et réinjection ainsi qu'en tête du puits K2Ga et K2Gb. Il était préconisé de reprendre l'étanchéité de la membrane autour de ces puits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de compléments N°1:</u></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la date et la nature des travaux correctifs réalisés sur les têtes du puits K2Ga et K2Gb, ainsi que les mesures effectuées sur site après travaux correctifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Détection Réparation fuites biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. – L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'utilisation d'un camion LIDAR est prévu pour 2024 pour valider le modèle SARPI, tout en se basant sur les relevés d'émanations gazeuses de surface annuels.</p> <p>Actuellement le taux de captage des biogaz est de 84 %, l'exploitant a une volonté d'amélioration.</p>

Les campagnes de réparations s'appuient sur ces relevés d'émanations gazeuses de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un système de surveillance de ses consommations d'eau. En 2022, la consommation annuelle était de 940 m³. En 2023, la consommation annuelle était de 1 284 m³. En 2024, la consommation oscille entre 30 et 40 m³/semaine (751 m³ depuis le début de l'année). L'exploitant précise que la consommation ne concerne que la base vie, le process fonctionnant en autoconsommation. Une augmentation des consommations est constatée, l'exploitant affirme ne pas être en capacité de l'expliquer.</p> <p>Une réflexion est en cours pour l'utilisation des 5 991 m³ d'eau issue de l'unité Biovalix (eau déminéralisée).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; 2. des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; 3. des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les</p>

casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.

Constats :

L'exploitant a repris dans son rapport d'activités le bilan de sa production d'énergie.

Pour l'année 2023, 24 GWh ont été produits (10 par le parc photovoltaïque et 11 par le moteur Biogaz), pour une consommation annuelle de l'ordre de 1,5 GWh.

Pour l'année 2024, le volume total valorisé (de janvier à mai inclus) est de 1 827 620 Nm³ à 50 % de CH₄ pour une production totale de 1 833 383 Nm³ (5 763 Nm³ Torchère) ce qui donne un rendement de 99,7 %.

Une réflexion est portée actuellement pour remplacer le Gasoil Non Routier des engins du site par du B100 (carburant 100 % végétal issu du traitement d'huiles usagées).

Type de suites proposées : Sans suite